

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

DÉCLARATION

DU

**Dr MAXWELL M. MKWEZALAMBA
COMMISSAIRE AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES
UNION AFRICAINE**

**EFFECTUÉE EN OUVERTURE DU
10^{ème} FORUM POUR LE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE (FPA)**

TOKYO, JAPON : 7-8 AVRIL 2008

M. le Président

Leurs Excellences

Mesdames et Messieurs

Tout d'abord, je voudrais, si vous me le permettez, remercier le Gouvernement et le Peuple du Japon de recevoir cette 10^{ème} réunion du Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) ainsi que pour le chaleureux accueil et l'hospitalité réservés à la délégation de l'Union africaine (UA). Je souhaiterais également saisir cette occasion pour louer le rôle joué par l'Ambassadeur du Japon en République Démocratique Fédérale d'Éthiopie pour faciliter la participation de la Commission de l'Union Africaine (CUA) à cette importante réunion.

Leurs Excellences

Mesdames et Messieurs

Trouver des solutions concernant les problèmes à l'ordre du jour du 10^{ème} FPA, à savoir, (i) le renforcement de la croissance économique, et plus particulièrement des infrastructures, des TIC, de l'agriculture ainsi que de l'égalité entre les sexes ; (ii) le changement climatique ; et (iii) le Plan d'action pour l'Afrique est essentiel dans notre quête pour la réduction de la pauvreté, la promotion d'une croissance durable et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici la date butoir de 2015. Vous me ferez peut-être remarquer que la première Conférence conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies qui s'est tenue à Addis-Abeba en Éthiopie du 31 mars au 2 avril 2008, ainsi que la Réunion des ministres du développement du G8 qui s'est déroulée ici même à Tokyo les 5 et 6 avril 2008 ont également porté sur des thèmes similaires. C'est donc avec plaisir que je constate que le FPA considère également ces problèmes comme importants pour relever les défis socio-économiques et politiques auxquels l'Afrique doit faire face, y compris la baisse des revenus réels par habitant, la faiblesse

de l'Investissement direct à l'étranger (IDE), l'accroissement de l'insécurité alimentaire, le niveau élevé de la dette extérieure, la forte prévalence du VIH et du SIDA ainsi que le taux de chômage élevé.

Les performances économiques de l'Afrique ont été plus qu'encourageantes dernièrement. Selon le *Rapport économique sur l'Afrique de 2008*, une publication conjointe de la CEA et de la CUA, l'Afrique a enregistré un taux de croissance de 5,8 % en 2007, soit légèrement plus qu'en 2006 (5,6 %). Pour 2008, le taux de croissance devrait atteindre 6,2 %. Ces taux de croissance, néanmoins, se situent en deçà du seuil nécessaire pour réduire la pauvreté et atteindre les OMD. Par ailleurs, ces taux de croissance relativement élevés n'ont pas contribué de façon suffisamment significative à générer des emplois pour les hommes, les femmes et les jeunes d'Afrique.

Le renforcement de la croissance économique et la réduction de la pauvreté nécessiteront des efforts collectifs de la part des pays africains ainsi que des partenaires au développement. La mise en œuvre de politiques macroéconomiques sages, l'accroissement de l'investissement dans les infrastructures, y compris l'interconnectivité et les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que la garantie de l'émancipation économique des femmes et de la correction de l'inégalité entre les sexes sont indispensables et doivent constituer des priorités. En outre, les pays africains devront accroître l'investissement dans les personnes, diversifier leurs économies, accroître l'investissement dans l'agriculture et mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, entre autres mesures.

Sachant le caractère critique de ces sujets, les Chefs d'États et de Gouvernements africains ont pris un certain nombre de décisions, y compris l'adoption du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), la Déclaration et le Plan d'action pour l'emploi et contre la pauvreté de Ouagadougou, ainsi que le programme Clim-Dev (le climat au service du développement en Afrique) comme plan d'action sur le changement climatique et le développement en Afrique. En outre, les leaders africains

ont adopté la Seconde décennie pour l'éducation en Afrique, approuvé la Stratégie sanitaire pour l'Afrique, et ont adopté le Plan d'action à court terme dans le domaine des infrastructures du NEPAD. L'adoption de ces décisions importantes est la manifestation de l'engagement politique de nos leaders au plus haut niveau pour traiter les maux socio-économiques de l'Afrique et mettre le continent sur les rails d'une croissance durable. Reste à traduire cet engagement en actions, encore et encore.

Leurs Excellences

Mesdames et Messieurs

C'est donc surtout au regard de la nécessité de traduire les engagements de nos leaders en action que j'invite l'assemblée réunie aujourd'hui à prendre part à des discussions franches et directes concernant le Plan d'action pour l'Afrique de l'UA/du NEPAD. Le Plan d'action, qui établit les programmes et projets phares en vertu des priorités sectorielles de l'Union africaine et de son programme NEPAD à mettre en oeuvre sur le court à moyen terme, a été présenté lors de deux précédentes réunions du PFA mais il n'a pas reçu toute l'attention et le soutien qu'il méritait.

Suite à la décision prise lors de la réunion du PFA d'Alger (Algérie) en novembre 2007 selon laquelle le Plan d'action pour l'Afrique de l'UA/du NEPAD devait être réexaminé par le Forum lors de la réunion d'aujourd'hui, les pays africains présenteront de nouveau ce Plan, en espérant que l'assemblée y apporte cette fois davantage de crédit. Plus spécifiquement, l'Union africaine et son programme NEPAD espèrent que la présente assemblée endossera le Plan d'action comme base d'engagement et de partenariat stratégique entre l'Afrique et ses partenaires au développement, y compris le G8/l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Je suis absolument convaincu que le Plan d'action doit constituer la base d'une aide au développement pour l'Afrique afin d'accroître l'efficacité et l'effectivité de l'aide. Ainsi, mon souhait le plus sincère est que nos partenaires à la coopération accordent leur

soutien plein et entier à la mise en œuvre du Plan d'action de l'UA/du NEPAD, qui se trouve au cœur de la promotion d'une croissance durable et de la réalisation des OMD en Afrique.

Je vous remercie pour l'attention que vous m'avez accordée en souhaitant que cette réunion remporte un franc succès.